



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Journée de la presse UEL le 15 mai 2009

Union des Entreprises Luxembourgeoises – UEL
7, rue Alcide de Gasperi Luxembourg-Kirchberg
Boîte postale 3024 L-1030 Luxembourg

Plan de la présentation

Partie I : Analyse du contexte économique

1. Crise économique internationale
2. Perte de compétitivité de l'économie nationale

Partie II : Propositions de l'UEL face à la crise

1. Mesures conjoncturelles pour relancer l'activité économique
2. Mesures visant à redresser la compétitivité de l'économie nationale
3. Réformes structurelles pour renforcer la compétitivité des entreprises
4. Initiatives patronales en 2009

■ Crise économique internationale

- Déclenchée par la crise immobilière aux Etats-Unis
 - Impact sur les marchés financiers mondiaux et nationaux
 - Perte de confiance des investisseurs

- Caractère général et universel de la crise
 - Baisse de la demande extérieure
 - Contraction de l'activité économique
 - Impact sur le marché de l'emploi
 - Déficits des finances publiques et des régimes de sécurité sociale

■ Récession économique

- Révision à la baisse des prévisions économiques pour le Luxembourg

	2007	2008	2009	2010
PIB (prix constants)	5,2%	-0,9%	-3,0%	0,1%
Inflation	2,7%	4,1%	-0,6%	2,0%
Emploi	4,5%	4,7%	0,5%	-0,8%
Chômage	4,2%	4,9%	5,9%	7,0%
Dette publique	6,9%	14,7%	16,0%	16,4%

Source : Prévisions de printemps de la CE

Partie I : Perte de compétitivité (2)

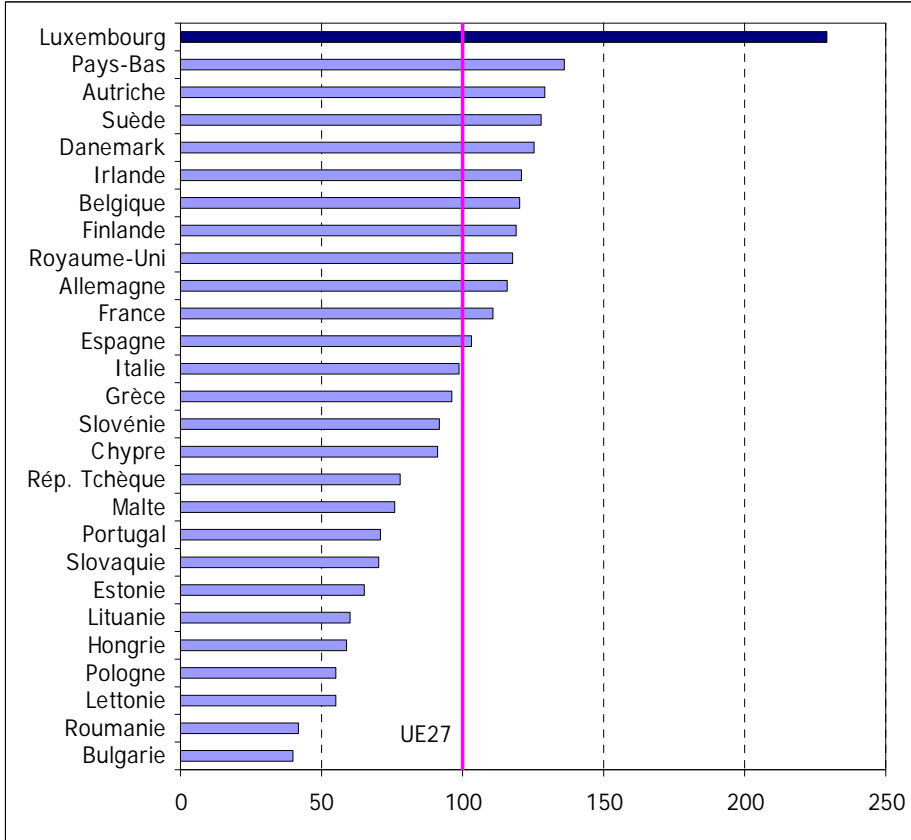
Classements selon l'indicateur synthétique

- Constat général : Perte de compétitivité

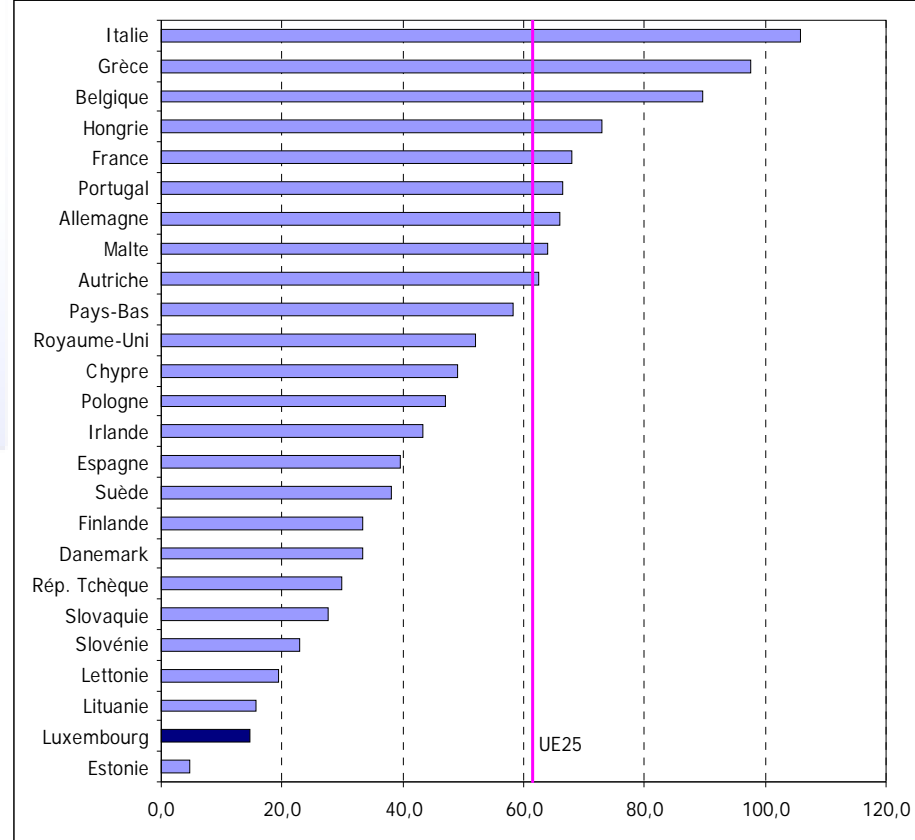
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	10	8	15	10	11	15	14	14
Finlande	4	4	4	5	4	5	4	1
France	11	10	17	13	15	18	22	21
Belgique	15	16	11	17	13	20	17	22
Luxembourg	5	7	5	8	6	7	6	9
Pays-Bas	2	2	2	2	2	3	2	3
Royaume-Uni	7	5	6	3	5	4	5	5
Slovénie	12	14	10	9	10	8	9	7
Suède	1	1	1	1	1	1	3	4

Source : Observatoire de la compétitivité

Revenu national brut



Dettes publiques de l'Etat



Productivité et coût salarial

- Évolution de la productivité globale des facteurs (PGF) et coût salarial unitaire (CSU) (2000-2008)

	PGF	CSU
Allemagne	+6,9 %	-6,5%
Belgique	+3,9%	-1,5%
France	+2,5%	-0,9%
Luxembourg	-3,6%	-0,3%

Source : CE

- Perte de compétitivité vis-à-vis des pays voisins en dépit des modulations salariales décidées en 2006

Inflation

- Evolution du taux d'inflation

Pays	2007	2008	2009	2010
Luxembourg	2,7%	4,1%	-0,6%	2,0%
Belgique	1,8%	4,5%	0,3%	1,2%
France	1,6%	3,2%	0,2%	0,9%
Allemagne	2,3%	2,8%	0,3%	0,7%
Zone euro	2,1%	3,3%	0,4%	1,2%

Source : CE

- Différentiel élevé de l'inflation

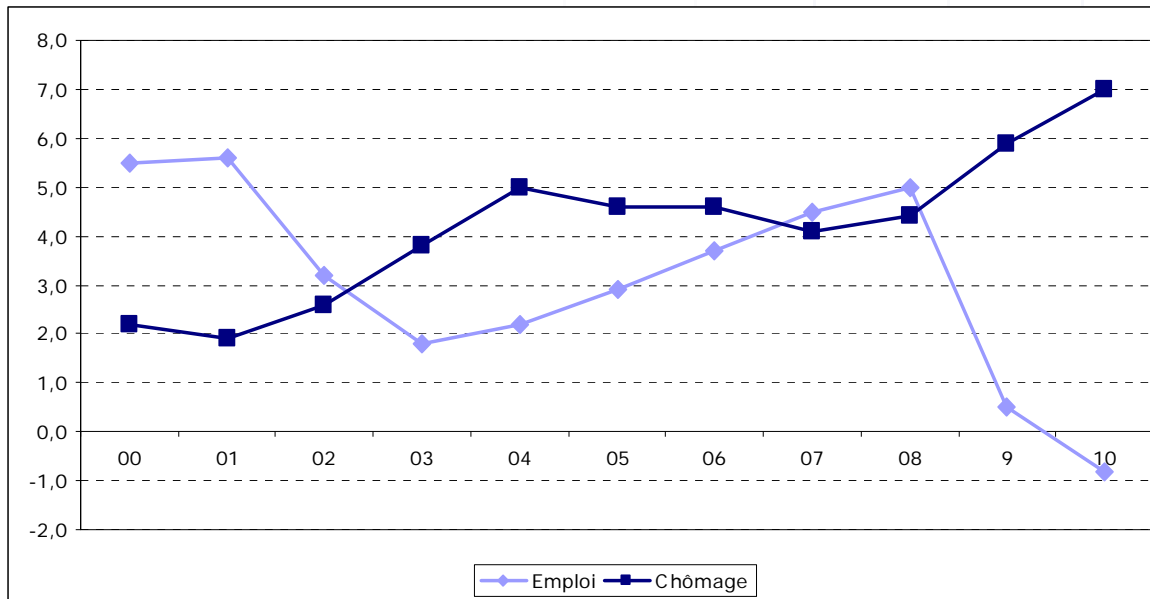
Pays	1998- 2008
Luxembourg - IPCN	26,9%
Luxembourg - IPCH	32,4%
Allemagne	18,3%
France	21,2%
Belgique	24,7%

Source : Statec

- Cet important différentiel doublé d'une adaptation automatique des salaires a contribué largement à la perte en compétitivité-coût du Luxembourg

Chômage et Emploi

- Évolution du taux de chômage et du taux de création d'emploi au Grand-Duché (en %)



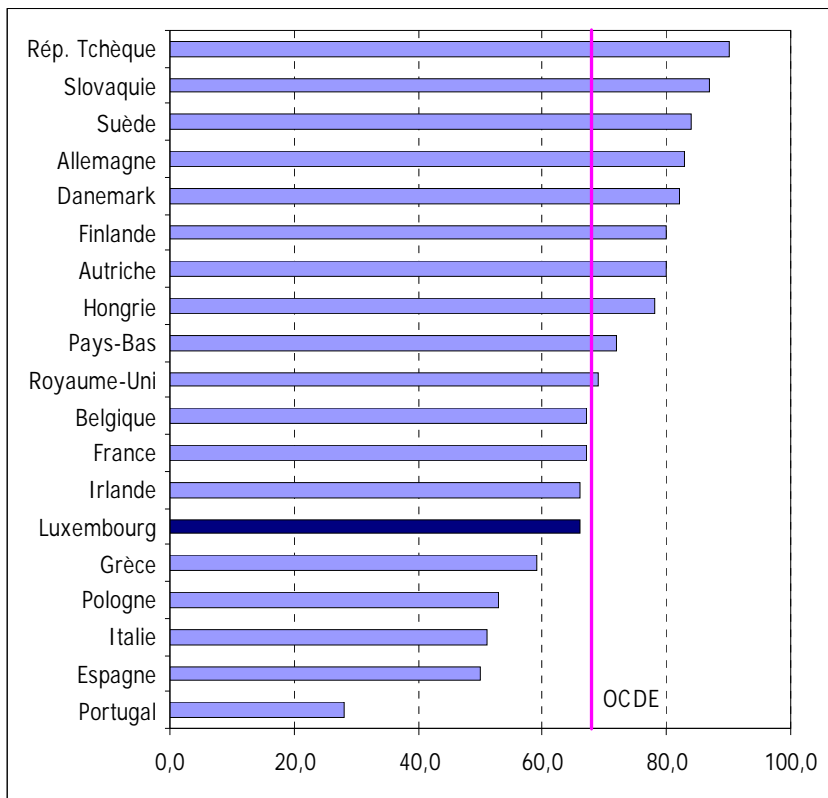
	08	09	10
Chômage	4,4%	5,9%	7,0%
Emploi	5,0%	0,5%	-0,8%

Source : Statec, CE

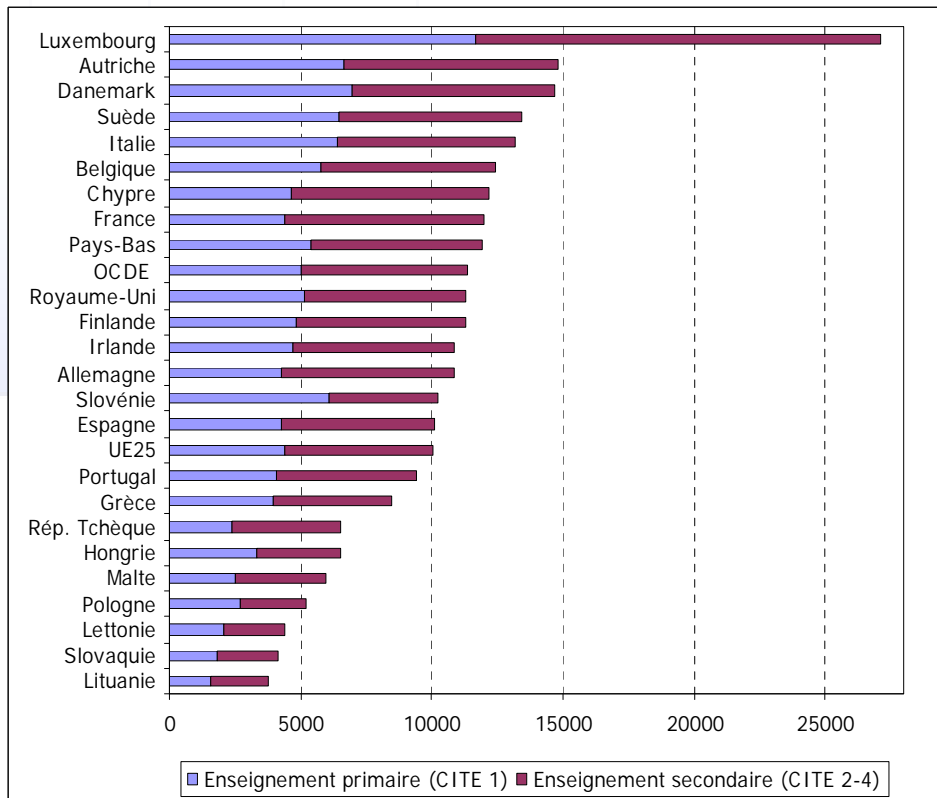
- Paradoxe du marché du travail luxembourgeois

Éducation et formation : Redresser le ratio coût/efficacité

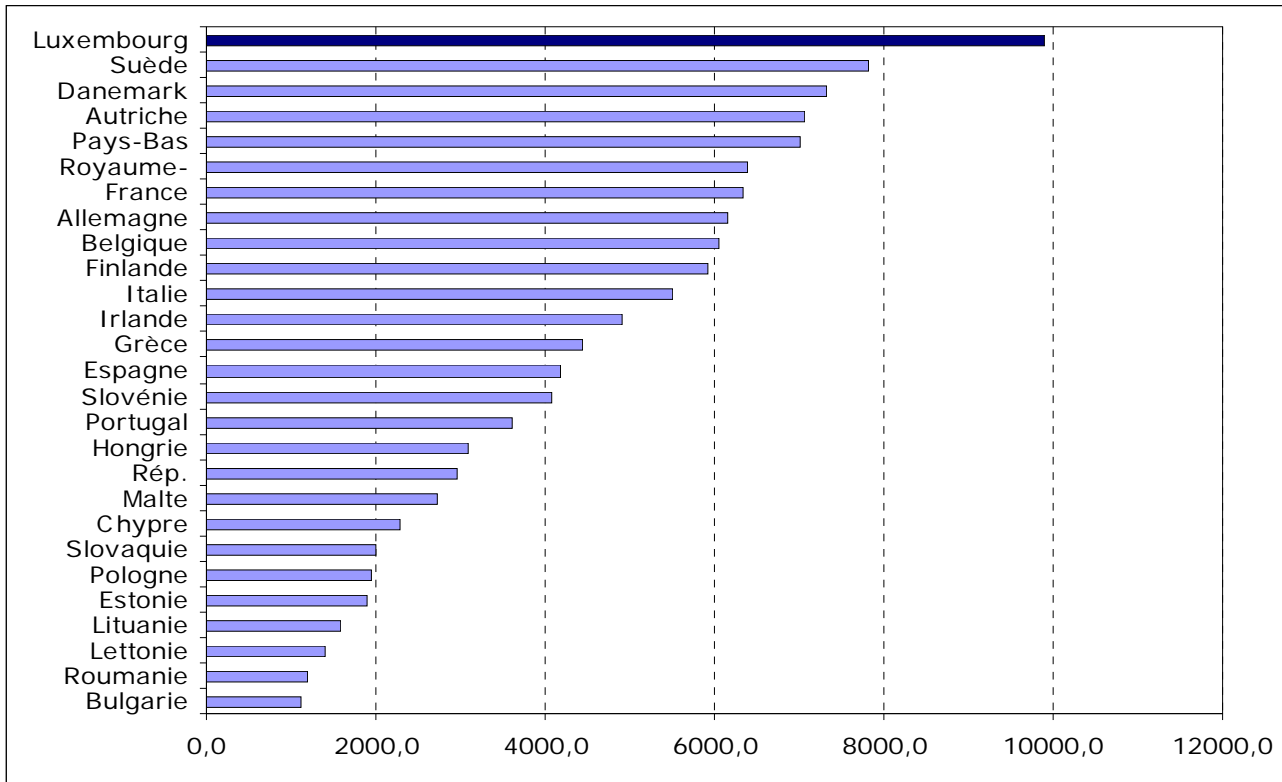
Formation du 2^e cycle du secondaire en 2006



Dépenses annuelles par élève en 2005



■ Transferts sociaux - Total des dépenses en 2006 (par habitants, en SPA)



Source : Eurostat, IGSS

- Le manque de sélectivité des dépenses sociales constitue une incohérence du système luxembourgeois

■ **Contribution de l'UEL : « 100 mesures pour redresser la compétitivité et relancer l'activité économique »**

- Mesures conjoncturelles pour relancer l'activité économique et pour soutenir le marché de l'emploi
- Mesures visant à redresser la compétitivité de l'économie nationale
- Réformes structurelles pour renforcer la compétitivité des entreprises luxembourgeoises

Partie II : Propositions de l'UEL face à la crise (1)

■ Mesures conjoncturelles

- Plan de conjoncture du Gouvernement
 - Maintenir voire accélérer les dépenses d'investissements
 - Alléger les procédures en matière d'autorisation des PAG, PAP et d'aménagement communal
 - Simplifier les procédures en matière d'investissements publics
 - Accompagner les effets de la crise en matière d'emploi (chômage partiel)
- Si ces mesures doivent être accueillies favorablement, des réformes structurelles s'imposent afin de faire sortir le Luxembourg renforcé de la crise

■ Mesures de compétitivité

- Réformer le système d'indexation des salaires : limitation à 1,5x SSM
- Mener une politique anti-inflationniste
- Faire engager l'Etat à entamer les réformes pour replacer le Luxembourg en tête des indices de compétitivité
- Ne pas augmenter voire réduire les charges sociales patronales

■ Mesures de compétitivité

■ Statut unique

- Valoriser davantage les effets de synergies au niveau des organismes de sécurité sociale
- Réduire l'absentéisme
 - en mettant en œuvre les mesures de contrôles adéquats tant au niveau national que celui de la Grande Région
 - en transposant les enseignements de l'étude CEPS/INSTEAD
- Préparer le bilan à dresser en 2010/2011 devant définir l'engagement financier étatique au niveau de la mutualité des employeurs

■ **Nécessité de mettre en place des mesures structurelles**

- Réduire les charges administratives
- Promouvoir le site économique luxembourgeois
- Développer des infrastructures performantes
- Stimuler l'économie de la connaissance, la R&D
- Soutenir l'emploi et la formation
- Assurer l'équilibre et réformer le financement du régime général de pension
- Assurer la viabilité des finances publiques

- **L'UEL se tient à la disposition du nouveau Gouvernement**
 - pour engager les réformes structurelles et
 - pour redevenir le numéro 1 en matière de compétitivité
- **L'UEL estime que la sortie de la crise et la mise en œuvre des réformes structurelles devra se faire**
 - dans le dialogue social et
 - dans la transparence
- **Le « modèle luxembourgeois » est plus important que jamais et la cohésion sociale constitue un atout pour le Luxembourg**

■ Initiatives patronales en 2009

- Garder un niveau d'emploi élevé
 - Promouvoir l'apprentissage (nombre de postes offerts) et réformer l'orientation professionnelle
 - Promouvoir les métiers techniques et scientifiques
 - Proposer des stages en entreprise aux jeunes diplômés
 - Promouvoir les contrats d'initiation à l'emploi
- Poursuivre une politique de sécurité et santé au travail
 - Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail
- Promouvoir la responsabilité sociale des entreprise (INDR)
 - Lancement de la certification ESR dans le domaine social/égalité des chances professionnelles



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Questions & Réponses